

## **Développement durable : le grand écart**

**Jean-Marie Harribey**

***L'Humanité, 15 juin 2004***

Le concept de développement durable est une drôle d'invention. Il vise à sauvegarder les conditions de la vie sur la planète et à promouvoir tous les êtres humains, tout en donnant aux plus grands pollueurs le moyen d'afficher des engagements verbaux de pure circonstance en faveur de l'écologie et aux pires destructeurs des systèmes sociaux l'occasion d'offrir un visage de bienfaiteurs de l'humanité.

Comment un tel grand écart est-il possible ? Parce que, dans sa présentation dominante, le développement durable suppose qu'il est possible de concilier une croissance économique infinie, la préservation des équilibres écologiques et la résorption de la pauvreté. En accréditant cette idée, l'ONU donne un blanc-seing aux firmes multinationales qui peuvent continuer de faire fructifier leurs affaires, tenues pour compatibles avec le respect de la nature et des droits humains. En un mot, le capitalisme, qui est mû par une dynamique d'accumulation incessante et qui, pour cela, ne peut se passer de la croissance des activités marchandes, a l'avenir devant lui. L'essentiel est là, n'est-il pas vrai ?

Or, rien n'est moins sûr que la possibilité de cette compatibilité. Primo, notre mode de production et de consommation épuise les ressources naturelles, pollue l'eau et l'air, appauvrit la biodiversité et prépare un réchauffement climatique de grande ampleur. Le progrès technique ne réussit pas à diminuer la pression exercée sur la nature car la croissance économique fait plus que compenser les améliorations apportées dans le processus productif : on pollue et on épuise toujours davantage, au point maintenant de dépasser les capacités d'auto-régulation et de régénération de la planète. Secundo, l'évolution du capitalisme vers un régime où le poids des exigences de rémunération financière devient exorbitant empêche que les richesses produites puissent faire reculer significativement la pauvreté dans le monde. L'élévation des revenus des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes, condamne la part de la valeur ajoutée attribuée aux travailleurs à décroître, sous forme de salaires directs, de prestations sociales ou de revenus des paysans pauvres. Même la Banque mondiale reconnaît que l'objectif du Millénaire décidé en 2000 de diviser par deux d'ici 2015 le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue ne sera pas atteint.

Ainsi les deux fleurons du développement durable officiel, l'écologique et le social, sont en réalité deux ornements de façade car ils représentent deux objectifs que le mode de développement capitaliste rend inaccessibles.

Comment sortir de cette contradiction qu'illustre ce dilemme, véritable piège dans lequel nous enferme le capitalisme : déchéance de chômeurs de plus en plus nombreux à cause d'une croissance soi-disant insuffisante ou bien saccage de la planète ? Parce que la croissance imposée par le capitalisme est dévastatrice, doit-on renoncer au progrès social et au bien-être partagé, c'est-à-dire à un développement véritablement humain ? Sur le plan théorique, il convient de se démarquer à la fois de l'idéologie libérale qui assimile croissance et développement du bien-être, de celle symétrique des opposants à tout développement au prétexte que celui-ci ne pourrait là encore être dissocié de la croissance dévastatrice, et aussi de celle qui a longtemps fait figure de position originale consistant à dire que la croissance n'était certes pas une condition suffisante du développement mais qu'elle en restait une

condition nécessaire. Aujourd'hui, le moment est venu de dire que le développement n'implique pas toujours nécessairement la croissance.

Quelle est la traduction politique de cette thèse ? D'abord, renoncer à la croissance matérielle éternelle et fonder production et consommation sur les énergies renouvelables. Ensuite, distinguer la situation des riches et des pauvres dans le monde, les seconds ayant droit à un temps de croissance pour construire des écoles, des centres de soins, des réseaux d'eau potable et retrouver une autonomie alimentaire. Enfin, réduire les productions nuisibles (notamment agriculture intensive, transports sur route, armements, publicité), accroître celles qui répondent aux besoins de l'avenir (éducation, santé, lutte contre la pollution) et, une fois ceux-ci satisfaits, réduire le temps de travail à mesure qu'augmente la productivité. Une décroissance aveugle serait à terme aussi dangereuse que la croissance mortifère.

On voit bien l'ampleur de la tâche : faire reculer la logique du profit jusqu'à son abolition ainsi que le productivisme qui lui est consubstantiel, tout en promouvant les productions qui ouvrent la voie à une conception nouvelle de la richesse sociale : en un mot, la valeur d'usage avant la valeur d'échange. Est-ce possible dans le cadre des rapports sociaux capitalistes ? Non, et c'est bien ce que cachent les discours convenus sur le développement durable.